



# PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté

Unité Départementale de la Côte-d'Or

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 918 du 22 mai 2026

Portant mise en demeure de respecter diverses prescriptions applicables

----

**SOCIÉTÉ SAS RCC**

BUFFON (21500)

----

Le préfet de la Côte-d'Or

**VU** le code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 181-1, L. 514-5 ;

**VU** le code de justice administrative ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2016 portant autorisation à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Buffon ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 16 mars 2026, transmis à l'exploitant par courrier du 28 mars 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** le projet d'arrêté transmis le 28 mars 2026 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence d'observation par l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 2.4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2016 susvisé dispose :

« Le front de taille peut comprendre un à plusieurs gradins dont la hauteur de chacun n'excède pas 15 m et séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 mètres. » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 21 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que la banquette Ouest, créée par l'exploitant, présente une largeur comprise entre 4 et 8 mètres ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 21 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que sur la partie Nord-Est du site une banquette, créée par l'exploitant, présente une largeur comprise entre 11 et 8 mètres ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 2.4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2016 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit « *en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations [...] l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

**CONSIDÉRANT** que, compte tenu de ce qui précède, il convient de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans des délais déterminés, les dispositions de l'article 2.4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2016 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement, l'exploitant a pu faire part de ses observations suite à la transmission du projet d'arrêté de mise en demeure ;

**Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;**

## ARRÊTE

### **Article 1 : Objet**

La société SAS RCC (SIREN : 819 511 353), dont le siège social est situé 31 rue Pierre Drouillot à Crépand (21500), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 2.4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2016 susvisé pour sa carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires qu'elle exploite sur la commune de Buffon au lieu-dit « En Charibeu » :

*« Le front de taille peut comprendre un à plusieurs gradins dont la hauteur de chacun n'excède pas 15 m et séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 mètres ».*

### **Article 2 : Sanctions**

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : Notification et Publicité**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société SAS RCC.

### **Article 4 : Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les

délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de la commune de Buffon, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Pour la Préfète et par délégation

Le Secrétaire général

SIGNÉ

Denis BRUEL